

## **Appel des professeurs des écoles, psy EN et AESH du 72 le mercredi 10 septembre**

Nous, personnels de l'Education Nationale en Sarthe, enseignants, psychologues scolaires et AESH réunis avec le SNUDI-FO 72, le mercredi 10 septembre, prenons acte de la chute du gouvernement Bayrou et de la nomination de M Lecornu comme Premier ministre. Nous dénonçons l'enfumage politicien consistant à changer le gouvernement Bayrou pour continuer à appliquer le train de contre-réformes.

**Après Attal, Borne, Barnier, Bayrou a sauté et Lecornu arrive. Notre situation reste la même.** Nous rappelons que M Lecornu, organisateur du grand débat après le mouvement des gilets jaunes, fait partie de la garde rapprochée du Président de la République. Il va donc inscrire son action dans la continuité de ses prédécesseurs.

Nous avons refusé le plan Bayrou qui s'en prenait une fois de plus aux salariés, et en particulier aux plus précaires. Il constituait en effet une véritable déclaration de guerre sociale, puisqu'il prévoyait :

- *La suppression de deux jours fériés et donc 2 jours de travail gratuit supplémentaires et obligatoires,*
- *La suppression de 3000 postes de fonctionnaires dès 2026 et le non remplacement d'un fonctionnaire sur 3, ce qui entraînera mécaniquement des milliers et des milliers de fermetures de postes dès 2027,*
- *Le gel de la valeur du point d'indice et aucune perspective salariale alors que nous perdons chaque jour plus d'argent au regard de l'inflation,*
- *Des atteintes au droit à congés maladie (augmentation du nombre de jours de carence, remise en cause des affections de longue durée, nouvelle baisse des indemnisations des congés maladie), et aux remboursements des soins,*
- *La fin de l'abattement de 10 % pour les retraités,*
- *Une nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et du droit du travail,*
- *Des ordonnances de « simplification » pour déréglementer et faire baisser le « coût du travail »,*
- *La remise en cause du financement de la Sécurité sociale par les cotisations...*

Dans le même temps nous apprenions que 211 milliards d'aides publiques étaient versées aux entreprises sans contrepartie. Ainsi, la plus grosse dépense de l'État, ce sont les aides aux grandes entreprises et aux plus riches ...

**Nous refusons et refuserons tout projet de budget qui s'inscrit dans cette logique de casse sociale.**

Dans le même temps, nous constatons que toutes les contre-réformes, qui cassent l'école et maltraitent ses personnels comme ses élèves, continuent de s'appliquer (inclusion scolaire systématique des élèves en situation de handicap, loi Rilhac, choc des savoirs en collège, démantèlement du baccalauréat au lycée général comme au lycée professionnel, Parcoursup...)

Nous constatons que cette rentrée est encore une fois catastrophique avec des milliers de classes surchargées, des postes qui manquent partout.

En Sarthe, les écoles ne sont pas épargnées :

- Près de 300 fermetures de classe depuis 2017.
- Manque de postes d'enseignants, notamment des postes de remplaçants. (27 collègues remplaçants sont en effet affectés sur des postes à l'année pour 2025/2026.)
- La liste complémentaire au CRPE est épuisée dans notre académie.
- Des dizaines d'enfants en situation de handicap attendent une place dans un établissement spécialisé ou un accompagnement avec un AESH ?

Nos salaires sont gelés et parfois en baisse (*Pour l'ensemble des fonctionnaires, la perte de pouvoir d'achat depuis le début des années 2000 dépasse désormais les 31,5%*).

Nous avons pris connaissance de l'appel citoyen à bloquer le pays à compter du 10 septembre et de plusieurs appels, FO, CGT, Solidaires de la Sécu, de la Santé, des services, de la métallurgie, de plusieurs unions locales et départementales FO et CGT, qui ont décidé d'appeler à la grève sur la base de revendications claires à partir du 10 septembre. Nous constatons que les appels à bloquer le pays à partir du 10 septembre se multiplient.

En Sarthe, FO et CGT appellent à la grève le mardi 16 décembre avec une montée à Nantes pour une manifestation régionale en défense de l'hôpital.

Nous estimons que la seule solution **pour obtenir la satisfaction des revendications** et sortir des plans successifs de régression sociale c'est bien de bloquer l'économie du pays par la grève et sa généralisation, à savoir l'arrêt du travail pendant plusieurs jours consécutifs dans tous les secteurs.

**En ce sens, nous appelons tous nos collègues à participer aux actions et mobilisations organisées à partir du 10 septembre et à s'inscrire dans la grève le 18 septembre pour gagner sur nos revendications :**

- Retrait du budget d'austérité !
- Abrogation de la réforme des retraites !
- Augmentation des salaires sans contrepartie !
- Création de tous les postes nécessaires, annulation de toutes les fermetures !
- Arrêt des contre-réformes !

**Réunissons-nous dans nos écoles, discutons de la situation et décidons de la suite !**